PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 16 du mois de juin à 18 heures 04 précises, le Conseil municipal de la commune de Joyeuse, convoqué le 4 juin 2025 s'est réuni dans la salle du Conseil municipal, en session ordinaire, sous la présidence de Madame Brigitte PANTOUSTIER, Maire.

Étaient présents : BELLOY Marc, CHASTAGNIER Geneviève, DEYDIER-BASTIDE Jean-Marc, LACOUR Gladie, MAISONNEUVE Béatrice, MORIN Stéphanie, MOYERSOEN Christian, PANTOUSTIER Brigitte, PLANET Olivier, ROUSTANG Yves.

Absents excusés : AUZAS Vincent, BLANCHON Andrée, CHAMONTIN Loïc, DAILLY Geneviève, DOLE Monique, FRÉGIÈRE Alexandre, HOURS Roland, NICOLAS Marie, REYNOUARD Clément.

Pouvoirs :

AUZAS Vincent à MOYERSOEN Christian
DAILLY Geneviève à DEYDIER-BASTIDE Jean-Marc
DOLE Monique à MAISONNEUVE Béatrice
FRÉGIÈRE Alexandre à MORIN Stéphanie,
HOURS Roland à LACOUR Gladie
BLANCHON Andrée à PLANET Olivier
CHAMONTIN Loïc à BELLOY Marc

Secrétaire de séance : CHASTAGNIER Geneviève (élue à l'unanimité)

Ordre du jour :

Pv du 7 avril 2025

- 1°) Motion AMR07 Non-violence faites aux élus
- 2°) Adhésion à la Fondation du patrimoine
- 3°) Construction d'un équipement sportif pour le rugby : demande de subvention au titre de l'agence nationale du sport « Plan 5000 équipements Génération 2024 pour l'année 2025 »
- 4°) Convention relative à l'utilisation et à l'animation d'équipements sportifs dans le cadre de la demande de subvention plan 5000 équipements génération 2024
- 5°) Demande de subvention « coup de pouce » du Parc Naturel Régional pour la végétalisation des cours de l'école
- 6°) Demande de subvention régionale « cession de barnum gratuit » pour les communes
- 7°) Demande de subvention « coup de pouce » du Parc Naturel Régional pour l'acquisition de toilettes sèches
- 8°) Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2019 à 2022
- 9°) Extinction de créances irrécouvrables
- 10°) Convention de Maître d'Ouvrage temporaire pour l'opération l'enfouissement des réseaux -poste PRÉ DU CHATEAU
- 11°) Procès-verbal de mise à disposition de la voie douce à la Communauté de communes Beaume-Drobie
- 12°) Banquet républicain - Convention de billetterie et tarifs des repas du 14 juillet

13°) Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Beaume-Drobie dans le cadre d'un accord local

14°) Compte-rendu des décisions du Maire prises dans le cadre des délégations d'attribution autorisées par la loi (art L2122-22 du CGCT)

15°) Questions diverses

Le Conseil municipal, sur proposition de Madame le Maire, accepte à 17 POUR, de rajouter à l'ordre du jour l'autorisation pour la fermeture du petit rocher et l'indemnisation de Mme HERMITANT en point 7 et de supprimer la demande de subvention « Coup de pouce du Parc naturel Régional pour l'acquisition de toilettes sèches ».

Madame le Maire demande quels seront les points abordés en questions diverses :

O. PLANET informe sur l'exercice du Plan communal de sauvegarde (PCS) qui aura lieu le 22 septembre 2025 au matin. C.MOYERSOEN veut connaître l'évolution de l'affaire judiciaire sur le poste de l'agent de police.

Le Pv du 7 avril 2025 est adopté à l'unanimité.

1°) Motion AMR07 Non-violence faites aux élus

Madame Le Maire propose à l'ensemble du Conseil municipal la motion suivante initiée par l'Association des Maires Ruraux de l'Ardèche :

« Association des Maires Ruraux d'Ardèche

Mairie

07470 Coucouron

Tel 06 13 27 13 56

mairesruraux07@gmail.fr

Nous, soussigné(e)s :

....., Maire de la commune de :

Les adjoints,

L'ensemble du conseil municipal,

Soutenons par solidarité mais avec détermination et conviction la motion proposée par l'Association des Maires Ruraux de l'Ardèche suite à la Manifestation organisée à Saint Martial le 1^{er} Mars 2025 pour dire NON aux violences faites aux élus.

A ce titre nous sommes :

1/ Solidaires et exprimons un total soutien à nos collègues victimes de menaces, d'insultes, d'intimidations et d'agressions, incompatibles avec l'exercice de notre mandat.

2/ Fiers d'exercer notre mandat pour l'avenir de notre commune, avec bienveillance et respect mutuel entre élus et concitoyens. Nous exerçons notre mandat au service de l'intérêt général.

3/ Clairs et affirmons que le débat d'idées démocratique ne peut s'accommoder de quelconques agressions et demandons à chaque citoyen de défendre ses opinions avec tolérance et sérénité, et dans le respect des valeurs de la République.

4/ Fermes et dénonçons, condamnons toutes formes d'agressions envers les élus et devons être entendus lorsque nous sommes ou nos collègues sont victimes de comportements inacceptables de la part de d'administrés ou de quelconques individus.

5/ Résolus à exiger un soutien permanent de l'Etat pour faciliter notre action au quotidien.

6/ Déterminés et attendons des actes concrets et une protection exemplaire par les autorités compétentes, pour l'exercice de notre mandat et demandons l'application exemplaires des peines prévus par la loi n°2024-247 du 21 Mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

7/ Engagés et totalement solidaires des actions menées pour dire Non aux violences faites aux élus.

Fait à, le

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR),

- **APPROUVE** cette motion de censure,
- **ACCEPTÉ** que Madame le Maire signe celle-ci.

2°) Adhésion à la Fondation du patrimoine

La Fondation du patrimoine est un organisme à but non lucratif qui est le premier acteur de la générosité en faveur du patrimoine en France. Elle a pour vocation d'accompagner les propriétaires publics ou privés dans leur projet de restauration de sauvegarde et de valorisation du patrimoine local dans toute sa diversité. Depuis sa création en 1996, elle a ainsi soutenu plus de 45 000 projets partout en France, notamment près de chez nous grâce à la mobilisation de 1095 bénévoles présents dans chaque département et au soutien de ces mécènes donateurs et adhérents. L'adhésion pour une collectivité de moins de 3 000 habitants est de 200 €.

En adhérant à la Fondation du patrimoine, nous permettons à celle-ci d'assurer une présence sur le terrain de ses bénévoles et interlocuteurs privilégiés, d'ouvrir des collectes de dons et de soutenir financièrement des travaux dont le coût sont croissants.

La Fondation du patrimoine a initié en une présentation de leurs actions à la population salle de la Grand font le 13 février 2025. De nombreux propriétaires se sont montrés intéressés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR),

- **ACCEPTÉ D'ADHÉRER** à la fondation du patrimoine pour un coût de 200 €.

3°) Construction d'un équipement sportif pour le rugby : demande de subvention au titre de l'agence nationale du sport « Plan 5000 équipements Génération 2024 pour l'année 2025 »

Après renseignements auprès de l'Agence Nationale du Sport, Madame le Maire expose que le projet de construction d'un équipement sportif pour le rugby, dont le coût prévisionnel s'élève à 883 500 € HT soit 1 060 200 € TTC est susceptible de bénéficier d'une subvention du Plan 5000 équipements Génération 2024 pour l'année 2025.

Pour information vous trouvez en annexe les modalités de cette subvention qui nécessitera une Convention relative à l'utilisation et à l'animation des équipements sportifs structurants.

Le plan de financement au vu de cette subvention pourrait être le suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Maîtrise d'œuvre	60 000 €	DETR	160 300 €
Achat du terrain	270 000 €	Région	303 000 €
Travaux	390 500 €	Département	80 000 €
Extérieur VRD	100 000 €	Autofinancement commune et communes participantes	170 100€
Divers	63 000 €	Agence nationale du sport	170 100 €
TOTAL	883 500 €		883 500 €

La durée prévisionnelle globale de l'opération est de l'ordre de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 10 POUR, 7 CONTRE (V. AUZAS, C. MOYERSOEN, G. DAILLY, JM. DEYDIER-BASTIDE, M. DOLE, B. MAISONNEUVE, Y. ROUSTANG) ;

- **ADOpte** le plan de financement exposé ci-dessus,
- **SOLLICITE** une subvention auprès de l'Agence Nationale du Sport dans le cadre du plan 5000 équipement génération 2024 équipements structurants.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au BP 2025.

4°) Convention relative à l'utilisation et à l'animation d'équipements sportifs dans le cadre de la demande de subvention plan 5000 équipements Génération 2024

Dans le cadre de la demande de subvention plan 5000 équipements Génération 2024, il est proposé une convention qui a pour objet de fixer des conditions d'utilisation et d'animation du futur équipement sportif et de préciser les conditions prévisionnelles qui sont réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR), DÉCIDE

- **D'ADOPTER** la convention relative à l'utilisation et l'animation d'équipements sportifs pour le rugby jointe en annexe.

5°) Demande de subvention « coup de pouce » du Parc Naturel Régional pour la végétalisation des cours de l'école

Madame le Maire expose qu'une aide financière de la Région Auvergne Rhône Alpes dans le cadre du « Coup de pouce » du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche pourrait être obtenue au vu des travaux envisagés sur les cours de l'école.

Cette demande pour l'opération « Végétalisation des cours de l'école de Joyeuse » pourrait s'élever à 5 000 € HT de subventions dans le cadre du Coup de pouce du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche, pour un budget total de 20 000€ HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR), DÉCIDE :

- **DE SOLLICITER** l'aide financière de la Région Auvergne Rhône Alpes dans le cadre du « Coup de pouce » du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche pour un montant de 5000 € HT pour la végétalisation de la cour de l'école primaire.

6°) Demande de subvention régionale « cession de barnum gratuit » pour les communes

La Région Auvergne Rhône-Alpes propose aux communes de moins de 2 000 habitants de leur céder gratuitement un barnum qui sera mis à disposition des associations communales lors d'évènements ou manifestations.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 16 POUR et 1 ABSTENTION (C. MOYERSOEN), DÉCIDE :

- **DE SOLLICITER** la région Auvergne Rhône-Alpes dans le cadre du dispositif de demande de subvention régionale « cession de barnum gratuit » pour les communes.

- **DE METTRE A DISPOSITION** gratuitement et sur réservation ce barnum aux associations communales.

7°) Autorisation pour la fermeture du seuil du « Petit Rocher » et indemnisation du propriétaire

Madame HERMITTANT, propriétaire des parcelles situées en face du Petit Rocher autorise comme chaque année la fermeture du seuil. Cette année, selon les prescriptions de la DDT un merlon de gravier temporaire va être créé et sera adossé à l'épi de béton appartenant à Mme HERMITTANT.

Un dédommagement de cette propriétaire à hauteur de 500 € est proposé, si les travaux ont lieu.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 14 POUR et 3 CONTRE (JM DEYDIER BASTIDE, C. MOYERSOEN, V. AUZAS), DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** cette indemnisation.

8°) Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2019 à 2022

Monsieur le Trésorier a informé la Commune que des créances sont irrécouvrables.

Ces sommes n'ont pu être recouvrées malgré les diligences effectuées (personnes insolubles, introuvables, décédées...).

Il demande l'admission en non-valeur de titres datant de 2019 à 2022 pour un montant de 1 667.61€ (liste ci-annexée : après vérification les 2 personnes qui étaient connus par certains conseillers sont des homonymes).

Il est précisé que l'admission en non-valeur n'empêche nullement un recouvrement ultérieur si le redevable revenait à une situation le permettant.

En conséquence,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU l'instruction budgétaire et comptable M57
- VU que les crédits seront inscrits en dépenses au budget 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (15 POUR) et 2 ABSTENTION (C. MOYERSOEN, O. PLANET), DÉCIDE :

- **D'ACCEPTER** d'admettre en non-valeur les titres datant de 2019 à 2022 pour un montant de 1 667.61€.
- **DE L'AUTORISER** à signer le mandat qui sera émis à l'article 6541.

9°) Extinction de créances irrécouvrables

Les services de la trésorerie ont communiqué un état de titres irrécouvrables.

Monsieur le Trésorier y expose qu'il n'a pu procéder au recouvrement des titres de recettes suite à une liquidation judiciaire avec clôture pour insuffisance d'actif et d'une décision d'effacement suite à une procédure de surendettement.

La proposition d'extinction de créances concerne les exercices 2022 et figurent dans l'état joint annexé.

Les créances concernées seront imputées en dépenses à un article nature 6542 intitulé « Créances éteintes », sur le budget concerné.

Contrairement à l'admission en non-valeur, cette opération éteint définitivement la dette du redevable. Les procédures permettant la récupération des sommes en cause sont donc stoppées.

Il s'agit créances éteintes dans les deux cas suivants : jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif dans le cadre d'une procédure collective et rétablissement personnel sans liquidation judiciaire à la suite de procédure de surendettement.

Les justifications juridiques figurent au dossier.

Le montant des créances qui doivent être éteintes à ce jour s'élève à : 158.92 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Il est demandé à la présente assemblée de se prononcer sur l'extinction de créances.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (14 POUR) et 3 ABSTENTION (C. MOYERSOEN, O. PLANET, Y. ROUSTANG), DÉCIDE :

- **D'ÉTEINDRE** les créances figurant dans le corps de la présente délibération.

- **D'AUTORISER** le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

10°) Convention de Maître d'Ouvrage temporaire pour l'opération l'enfouissement des réseaux - poste PRÉ DU CHATEAU

Madame le Maire présentera au Conseil municipal la convention d'organisation temporaire de la maîtrise d'ouvrage concernant l'électrification rurale et l'enfouissement des réseaux sur le poste Pré du château entre la commune de Joyeuse et le Syndicat Départemental d'Énergie de l'Ardèche.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 15 POUR et 2 ABSTENTION (C. MOYERSON, Y. ROUSTANG), DÉCIDE

- **DE VALIDER** la part collectivité du financement prévisionnel global soit 13 049,04 € pour un montant global hors taxe de 18 641,30 €.

- **D'APPROUVER** la convention d'organisation temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-jointe et de l'autoriser à la signer.

11° Procès-verbal de mise à disposition de la voie douce à la Communauté de communes Beaume-Drobie

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR), DÉCIDE :

- **D'ADOPTER** le procès-verbal de mise à disposition de la voie douce à la Communauté de communes Beaume Drobie pour la partie déjà réalisée et pour la partie qui sera nouvellement créée. (PV joint en annexe).

12°) Banquet républicain - Convention de billetterie et tarifs des repas du 14 juillet

Au vu des prestations des repas pour le banquet républicain, Madame le Maire propose les tarifs suivants :

- Adultes à partir de 12 ans : 20 €

- Enfants de 6 ans à 12 ans : 12 €

La vente des billets sera faite par l'Office de Tourisme Cévennes d'Ardèche selon l'annexe à la convention (tacite reconduction) ci-jointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 16 POUR et 1 ABSTENTION (Y. ROUSTANG), DÉCIDE ;

- **D'APPROUVER** les tarifs du banquet républicain cités plus haut.

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer l'annexe à la convention de billetterie avec l'office de tourisme cévennes d'Ardèche.

13°) Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie dans le cadre d'un accord local

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013301-0010 en date du 28 octobre 2013 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la communauté du Pays Beaume-Drobie.

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - Être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - Chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
 - Aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
 - La part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- À défaut d'un tel accord, le Préfet fixera selon la procédure légale [*droit commun*] à 36 sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale [*droit commun*].

Madame le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 41 [*nombre de sièges proposé selon un accord local*] le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Lablachère	2214	8
Joyeuse	1760	7
Rosières	1307	5
Chandolas	545	2
Payzac	539	2
Valgorge	415	2
Saint Genest de Beauzon	335	2
Ribes	328	2
Rocles	263	1
Beaumont	261	1
Vernon	223	1
Sablières	166	1
Saint André Lachamp	166	1
Planzolles	162	1
Laboule	144	1
Faugères	113	1
Saint Mélaney	107	1
Dompnac	77	1
Loubaresse	45	1

Total des sièges répartis : 41

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité (17 POUR), DÉCIDE ;

- **DE FIXER**, à 41 [nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté retenu dans le cadre de l'accord local] le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie, réparti comme suit :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Lablachère	2214	8
Joyeuse	1760	7
Rosières	1307	5
Chandolas	545	2
Payzac	539	2
Valgorge	415	2
Saint Genest de Beauzon	335	2
Ribes	328	2
Rocles	263	1
Beaumont	261	1
Vernon	223	1
Sablières	166	1
Saint André Lachamp	166	1
Planzolles	162	1
Laboule	144	1
Faugères	113	1
Saint Mélaney	107	1
Dompmnac	77	1
Loubaresse	45	1

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

14°) Compte-rendu des décisions du Maire prises dans le cadre des délégations d'attribution autorisées par la loi (art L2122-22 du CGCT)

Le Conseil municipal prend acte des décisions suivantes :

- Emprunt auprès du Crédit agricole de 125 000€ prêt sur 10 ans à échéance trimestrielle première échéance à 3 mois taux 3,62% échéance constante de 3 738,60 € montant total des intérêts 24 545,75€.

Commande publique				
OBJET	Date de la commande	Entreprise	Montants en €	
			HT	TTC
Diagnostic visuel et sonore des platanes de la commune	9/04/2025	ONF Vegetis	2800	3 360
Remplacement du moteur de volée de la cloche 3 Église	09/04/2025	PACCARD	2341	2809,20
Achat d'une balayeuse	09/04/2025	UGAP	125 589,17	150 707
Logiciel de gestion scolaire Pronote	09/04/2025	Numérian	605,50	726,60
Extension de la vidéoprotection	09/04/2025	Volfeu	3 270	3 924
Mission acoustique Théâtre de verdure	16/04/2025	Acoustique audit espace 9	4 025	4 830
Mission de création Topo de la déviation de Jamelle	16/04/2025	GEO SIAPP	8 200	9 840
Bon de commande voirie 2 programme 2025	16/04/2025	SATP	35 732.52	42 879.02
Mission de maîtrise d'œuvre voirie 2025	16/04/2025	GEO SIAPP	2 500	3 000
Illuminations	28/04/2025	BLACHERE ILLUMINATIONS	9 894.92	11 873.90
Parcours historique par QR code	28/04/2025	IKEROS	1 907.00	2 288.40
Repas banquet républicain	28/04/2025	ABRINES		18 euros repas adultes 10 euros repas enfant

Pourvoi en cassation contre ordonnance du TA	22/04/2025	SCP BAUER - SEBAGH	3500.00	4 200.00
Cloison MSP	19/05/2025	Société vivaraise du Bâtiment	3 993.50	4 792.20
Mission RGPD	2/06/2025	Wai Protec	1 000.00	1 200.00
Evacuation gros bois proximité MSP	2/06/2025	SAS PAYSAGRIMPE	1 440.00	1 728.00

Droits de préemption :

La commune n'a pas utilisé de son droit de préemption lors des ventes suivantes :

N°	Nom du propriétaire	Réf. Cadastre	Adresse	Nature du bien	Surface en m2
DIA/2025/JOYEUSE/07	M. et Mme VAN DER VELDEN	AC540-611	25 chemin des Clairières de Vinchannes	Bâti sur terrain propre	674 m2
DIA/2025/JOYEUSE/08	M. VAN HAECKEN et Mme NICOLAS	AE407	102 avenue d'Auzon	Bâti sur terrain propre	55 m2
DIA/2025/JOYEUSE/09	M. et Mme LE MEUR	AE259	23 place de la Grand Font	Bâti sur terrain propre	64 m2
DIA/2025/JOYEUSE/10	Mme LATOURRE	AE1-701-704	162 route des Fumades	Bâti sur terrain propre	1984 m2
DIA/2025/JOYEUSE/11	Laurent FROT	AD511-608	380 route des Fumades	Bâti sur terrain propre	1440 m2
DIA/2025/JOYEUSE/12	SCI des Garrigues	AM475-476-477-478-483-486-487-488-490-684-795-806-808-810-901-903-905-1059-1060-1091-1092-	583 chemin de Jamelle	Bâti sur terrain propre	34717 M2

		1093-1094-1095			
DIA/2025/JOYEUSE/13	Frédérique PARENTE	AH171	1 place de la Bourgade	Bâti sur terrain propre	140 m2
DIA/2025/JOYEUSE/14	Eric TAULEIGNE	AE83-84	100 av Plan Bernard	Bâti sur terrain propre	148 m2
DIA/2025/JOYEUSE/15	SPM - Pascal SEMAL	G350-375-377	715 et 721 route des grads	Bâti sur terrain propre	2717 m2
DIA/2025/JOYEUSE/16	Steeve PIPEREL	AD646	17 chemin des Hameaux d'Auzon	Bâti sur terrain propre	177m2

15°) Questions diverses :

Prochain conseil municipal le 8 septembre 2025.

La séance est levée à 19h05

Le Maire
Brigitte PANTOUSTIER

La Secrétaire de Séance
G.CHASTAGNIER